

<http://ugtg.org/spip.php?article2130>



Déclaration de l'UGTG à propos de l'épidémie de Chikungunya

- La Centrale UGTG -



Date de mise en ligne vendredi 27 juin 2014

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Une fois de plus, le Peuple Guadeloupéen est confronté à une crise sanitaire majeure : **l'épidémie du virus « Chikungunya »**. Ce virus véhiculé par un moustique bien connu de la zone, le moustique Aedes Aegypti, est également responsable de la transmission du virus de la dengue. Il provoque de douleurs articulaires souvent très invalidantes principalement aux poignets, aux chevilles, aux pieds parfois aux genoux mais aussi aux hanches et aux épaules. Elles peuvent s'accompagner de fièvre et de douleurs musculaires ou de céphalées. D'autres symptômes peuvent se manifester en fonction de l'état de santé général de la personne atteinte (éruption cutanée...)

En 2005, à la Réunion, environ 270.000 personnes ont été touchées sur une population de 750.000 habitants. Le Chikungunya a causé 203 décès et invalidé pendant plusieurs mois des centaines de milliers de Réunionnais.

En Guadeloupe, les premiers cas sont apparus en Novembre 2013.

C'est donc un virus bien connu des autorités de santé.

Ainsi, ces autorités de santé connaissent autant sur la Dengue que sur le Chikungunya et malheureusement bientôt le virus Zika (mode de reproduction, mode de transmission, et traitement).

Et pourtant, ces mêmes autorités feignent de méconnaître les dispositions de prévention à mobiliser.

Autrement dit, tout comme les maladies métaboliques et leurs conséquences cardio-vasculaires, les affections liées au comportement et à l'environnement, qui invalident des dizaines de milliers de Guadeloupéens (Diabète, Hypertension Artérielle, Obésité, insuffisance rénale chronique, leptospirose etc.), peuvent être éradiquées par la prévention, l'information et l'éducation en matière de santé.

Ainsi, le chikungunya d'aujourd'hui et le zika (nouveau virus en route vers nos latitudes) révèlent, ô combien, que le système de santé est principalement curatif et n'a que faire des risques encourus par nos populations tant sur le plan de notre santé, que sur le plan humain, économique et social.

Là encore, nous notons qu'un malade atteint du chikungunya est aussi rentable pour l'industrie pharmaceutique et les commerçants de la santé que le diabète, l'hypertension artérielle ou l'insuffisance rénale chronique.

L'UGTG affirme que les autorités ont choisi, encore une fois, de culpabiliser la population en nous accusant d'être des irresponsables ; alors qu'il relève de la responsabilité de la puissance publique d'organiser la prévention et la lutte effective contre toutes ces maladies.

L'UGTG dénonce la démission de l'Etat, des élus, des Collectivités et singulièrement du Conseil Général face aux complications et souffrances provoquées par le chikungunya, comme s'il s'agissait d'une fatalité due et à notre positionnement géographique, à notre seul comportement et peut-être même à nos origines ethniques. Et cela pour ne pas avoir à exiger de l'Etat l'exercice entier de ses obligations. A croire que l'on voudrait nous faire croire qu'il s'agit d'une malédiction à nèg, une de plus.

Oui, l'action de prévention qui réside dans la destruction des gîtes larvaires, naturels et artificiels, est individuelle mais également collective. Car si l'entretien des gouttières, l'élimination des gîtes larvaires dans les vases à fleurs, ..., l'utilisation de répulsifs, des moustiquaires et insecticides est de la responsabilité individuelle, l'élimination des gîtes larvaires à grande échelle, la sauvegarde de la santé humaine est de la compétence de la puissance publique.

Déclaration de l'UGTG à propos de l'épidémie de Chikungunya

L'UGTG dénonce la légèreté et l'inefficacité de la soi-disant campagne d'informations sur les mesures à prendre, alors que les autorités doivent soutenir des actions de prévention constantes et pas seulement quand le mal est fait, en tout cas quand l'épidémie s'est installée durablement. **L'expérience de la Réunion n'a servi à rien !**

L'UGTG dénonce l'absence d'une véritable politique publique de lutte anti-vectorielle disposant de moyens efficaces tant qu'humains que matériels et ce n'est pas l'utilisation ponctuelle d'agents en emploi précaire, sous-payés, pour « **fiktosé** » quelques zones déclarées infestées qui effacera l'urgence nécessité de procéder à un renforcement pérenne des services de lutte anti-vectorielle.

L'UGTG dénonce aussi la prudence complice des organisations professionnelles de la santé qui constamment se disent libres, mais qui aujourd'hui sont alignées discrètement derrière les quelques informations sur la prévalence de la maladie que veut bien livrer l'Agence Régionale de Santé ; informations tout juste nécessaires à nous faire accepter l'inacceptable.

L'UGTG constate que, selon l'ARS, officiellement seulement 10% de la population aurait été touchée, soit 40.000 Guadeloupéens. La diffusion de ces chiffres minorés par rapport à la réalité du terrain laisserait penser que l'épidémie est maîtrisée. Or on en est loin ! On estime qu'avec la saison des pluies, plus de la moitié de la population sera atteinte avec des conséquences malheureusement tragiques pour les femmes enceintes au 3ème trimestre de grossesse, pour les personnes vulnérables (personnes âgées, nourrissons, jeunes enfants et les personnes immunodéficientes).

L'UGTG s'interroge sur ces chiffres, quand, seuls quelques médecins prescrivent les examens sérologiques. Or, le chikungunya fait partie des maladies à déclaration obligatoire depuis décembre 2008. Existerait-il une consigne qui inciterait les médecins à limiter, voire à ne pas prescrire la sérologie afin de diminuer le nombre de cas officiel et de faire des économies.

L'UGTG rappelle que les signes cliniques de la dengue et ceux de la leptospirose sont quasi identiques à celui du chikungunya.

L'UGTG s'interroge et interroge l'ARS sur la capacité des établissements de soins à prendre en charge les malades et singulièrement les cas suspects, lorsque l'épidémie sera à son apogée. Surtout que les centres de soins sont déjà saturés.

L'UGTG s'interroge également sur la capacité des laboratoires à effectuer tous les examens sérologiques nécessaires.

L'UGTG rappelle le risque de fragilisation pulmonaire et cutanée des personnes vulnérables face aux insecticides, vaporisateurs, sprays, serpentins, diffuseurs et autres crèmes, ainsi que les risques de résistances des moustiques.

L'UGTG soutient et encourage toutes les solidarités qui se sont développées au sein des familles guadeloupéennes, à l'occasion de cette épidémie.

L'UGTG est fière de toute la créativité déployée par la population pour mettre en avant nos « RIMÈD RAZYÉ », preuve que nous disposons d'un patrimoine phytosanitaire exceptionnel pour autant tant décrié et de qui l'industrie pharmaceutique française veut nous détourner pour mieux nous piller.

L'UGTG félicite et encourage les professionnels de santé des cliniques, des hôpitaux, des services de soins à

Déclaration de l'UGTG à propos de l'épidémie de Chikungunya

domicile qui depuis le début de l'épidémie n'ont cessé de signaler la gravité de la situation et de réclamer des moyens adéquats de lutte, sans être entendus.

L'UGTG invite tous les guadeloupéens à sortir de cette crise sanitaire tout comme pendant le LKP, par la réappropriation de notre environnement, de nos « mès é labitid » et par la formalisation et la diffusion de toutes nos connaissances en matière de prévention et de qualité de vie pou nou rété gaya. Maladi péké gaté vayan !

Autrement dit la lutte contre le chikungunya ne doit pas se limiter à la commercialisation de centaines de milliers de crèmes anti-moustiques et de paracétamol mais principalement par le maintien en bonne santé constant de notre corps et de notre environnement.

Lapwent, le 25 Jan 2014

Konsey Sendikal UGTG